



ICRC

+C IFRC

CashHub



LA DIGNITÉ EN ACTION

Données et enseignements clés sur
l'assistance en espèces et coupons
dans l'ensemble du Mouvement de la
Croix-Rouge et du Croissant-Rouge



Rashida Begum. Bangladesh. Croissant Rouge du Bangladesh/IFRC. Décembre 2021

© IFRC

Table des matières

Introduction	4
Section 1	
1. Mesure des avantages de la transformation de l'assistance en espèces et coupons	9
L'AEC peut transformer les choses en termes de dignité et de choix : un engagement solide de la communauté est essentiel pour mesurer ces répercussions.	
Section 2	
2. Préparation aux transferts monétaires	15
Pour fournir une assistance en espèces et coupons rapide et de qualité aux personnes dans le besoin ; la clé est la préparation.	
Section 3	
3. Localisation des transferts monétaires ; leadership des Sociétés Nationales	21
La mise en œuvre d'une assistance en espèces et coupons à l'échelle nécessite un leadership local, notamment une participation active aux structures de coordination locales et nationales.	
Section 4	
4. Assistance en espèces et coupons et protection sociale	27
Les Sociétés Nationales sont bien placées pour développer des liens avec les programmes gouvernementaux de protection sociale, ce qui peut faciliter la fourniture des transferts monétaires à grande échelle aux populations en crise.	
Section 5	
5. Transferts monétaires, technologies numériques et partage des données	31
Le recours croissant aux technologies dans l'AEC présente de réelles opportunités même si les risques doivent être pris en compte.	
Section 6	
6. Les transferts monétaires en situation de conflit	37
Les transferts monétaires restent le principal moyen de survie pour la plupart des populations dans le monde, y compris dans les conflits armés.	

Introduction

L'assistance en espèces et coupons (AEC) est l'un des outils humanitaires les plus rigoureusement évalués et les mieux recherchés de la dernière décennie. Il est prouvé que la dispense d'une AEC est un moyen efficace, efficient et transparent de soutenir les sinistrés en favorisant fondamentalement l'indépendance et le choix des personnes.

Tout comme le secteur humanitaire au sens large et convaincu du pouvoir de transformation de l'AEC, le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (le Mouvement) a de plus en plus recours à l'AEC pour répondre aux crises et aux catastrophes, dans l'immédiat et à long terme, en s'efforçant de placer les sinistrés au centre de l'intervention humanitaire et en leur donnant les moyens de se rétablir dans la dignité.

Le Mouvement est actuellement le deuxième distributeur humanitaire de l'AEC dans le monde. Il apporte environ 20 % du total de l'assistance monétaire et humanitaire délivrée¹. Rien qu'en 2020, le Mouvement a soutenu plus de 10 millions de personnes dans 116 pays en versant 867 millions de francs suisses directement dans les mains des sinistrés. Plus de 60 Sociétés Nationales sont désormais « prêtes à recevoir des transferts monétaires » en investissant de manière significative dans la préparation aux transferts monétaires afin de fournir une AEC rapide, modulable et responsable.

La pandémie de COVID-19 a démontré une fois de plus les avantages de l'AEC en tant qu'outil pratique et efficace pour aider un grand nombre de personnes dans le besoin. De plus, l'expertise et l'expérience du Mouvement en matière d'AEC se sont avérées vitales pour atteindre et soutenir celles et ceux dans le besoin. Dans le cadre de la réponse du Mouvement à la pandémie de COVID-19, 75 Sociétés Nationales ont fourni des services d'AEC, et un certain nombre d'entre elles étaient déjà « prêtes à recevoir des transferts monétaires » et en mesure d'intensifier l'AEC afin de répondre aux besoins liés à la pandémie. Les résultats de la réponse à la crise du COVID-19 ont montré que l'AEC pouvait être rapidement modulable, délivrée en toute sécurité et à distance par des mécanismes de paiement numérique, et être efficace pour combattre certaines répercussions socio-économiques supplémentaires de la pandémie. Ainsi, en 2020, le Mouvement a enregistré une augmentation annuelle de 58 % du nombre de personnes jointes par l'AEC dans 116 pays.

La capacité collective du Mouvement à atteindre les personnes ayant recours à l'AEC augmente d'année en année, les Sociétés Nationales devenant de plus en plus « prêtes à recevoir des transferts monétaires »².

	2019	2020	% de différence
--	------	------	-----------------



NOMBRE DE PERSONNES JOINTES

6 485 396

10 236 872

58 %



PAYS

93

116

25 %



TOTAL DES TRANSFERTS MONÉTAIRES VERSÉS (CHF)

842 785 473

867 298 446

2,9 %

Données recueillies auprès du CICR, de la FICR et des Sociétés Nationales

¹ CaLP (2020) Rapport sur la situation mondiale des transferts monétaires dans le monde.

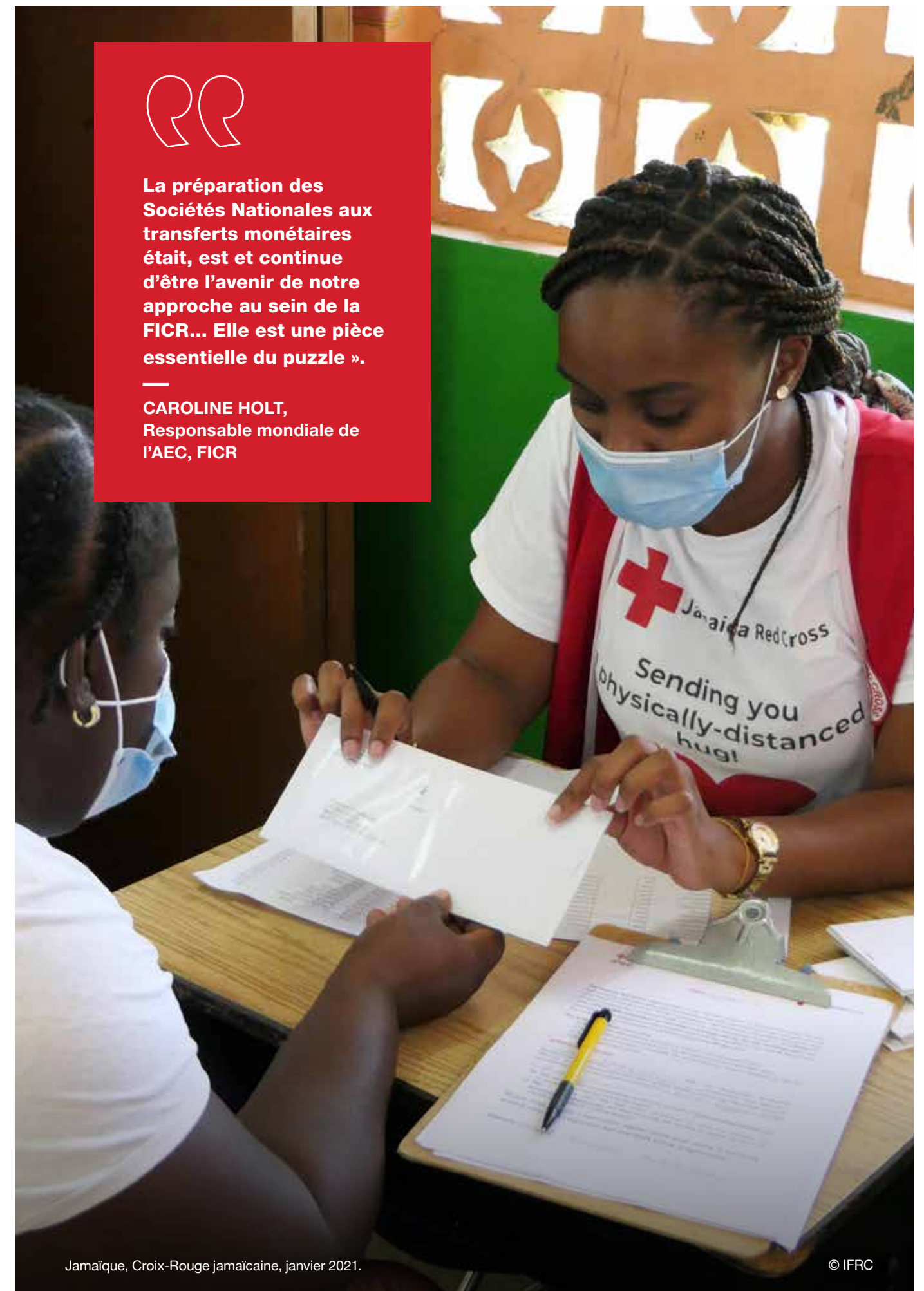
<https://www.culpnetwork.org/publication/the-state-of-the-worlds-cash-2020-full-report/>

² Les données du mouvement Counting Cash sont collectées chaque année depuis 2017.



La préparation des Sociétés Nationales aux transferts monétaires était, est et continue d'être l'avenir de notre approche au sein de la FICR... Elle est une pièce essentielle du puzzle ».

CAROLINE HOLT,
Responsable mondiale de
l'AEC, FICR



Jamaïque, Croix-Rouge jamaïcaine, janvier 2021.

© IFRC



Lombok, Indonésie. FICR. Décembre 2019

© IFRC

L'essor généralisé du recours à l'AEC témoigne également de sa polyvalence. L'AEC est un outil intersectoriel et polyvalent, qui peut être utilisé de manière flexible pour répondre aux besoins des personnes touchées par des crises de petite, moyenne et grande ampleur, y compris les catastrophes naturelles et les crises liées aux conflits. En témoigne la croissance exponentielle de l'AEC dans les situations de conflit, où le volume de cette aide fournie par le CICR, souvent en collaboration avec les Sociétés Nationales, a augmenté de 1 000 %, et le nombre de personnes atteintes, de 800 % entre 2012 et 2020 (CICR, 2020). Le Mouvement utilise divers mécanismes de distribution pour soutenir les populations touchées, allant de l'argent liquide direct aux paiements numériques via des prestataires de services financiers (PSF), y compris les cartes prépayées et à puce, et l'argent mobile. Les bénéficiaires continuent de souligner la valeur de l'AEC d'un point de vue de la dignité, de l'autonomie et du choix, ce qui lui confère un pouvoir que les dons en nature ne peuvent pas offrir.

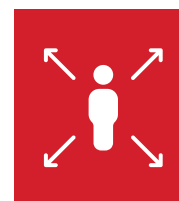
Alors que le soutien des donateurs à l'AEC continue de croître, à un moment où les budgets d'aide se contractent, le Mouvement doit trouver un équilibre entre la demande de rentabilité et l'efficacité des programmes, en veillant à ce que les personnes dans le besoin soient soutenues de la manière la plus appropriée et qu'aucune personne ayant besoin d'aide ne soit laissée pour compte. Une offre d'AEC, adaptée aux besoins et au contexte, reste une priorité. Les Sociétés Nationales, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le CICR continuent de travailler de concert avec les personnes touchées par les crises et les catastrophes, de tirer les enseignements des programmes en cours et

d'exploiter les données probantes pour améliorer en permanence les réponses les plus appropriées apportées aux personnes dans le besoin.

Les principaux enseignements tirés à ce jour mettent en évidence la capacité de l'AEC à toucher un grand nombre de personnes en cas de catastrophe ou de conflit, à la fois rapidement et de façon autonome. Les recherches ont montré que la fourniture de l'AEC pouvait également contribuer à soutenir et à stimuler les marchés pendant et après une catastrophe, et que le rôle des acteurs locaux et nationaux, y compris des populations touchées, était essentiel pour mettre en œuvre des réponses efficaces en matière d'AEC.

Grâce à leurs réseaux d'employés et de volontaires et à leurs liens étroits avec les personnes touchées par la crise, les Sociétés Nationales ont démontré le rôle vital et unique qu'elles peuvent jouer pour aider les personnes dans le besoin, à court et à long terme. Le soutien technique continu du Secrétariat de la FICR et des partenaires du Mouvement en faveur de l'AEC, en particulier de la préparation à l'AEC, a été essentiel pour permettre aux Sociétés Nationales d'être prêtes à répondre en temps de crise, et que le Mouvement soit prêt à soutenir les mécanismes mondiaux d'intervention en cas de besoin. L'objectif reste orienté sur le renforcement de l'action locale, auquel vient s'ajouter la portée mondiale du Mouvement et le soutien d'appoint en cas de besoin. Dans les situations de conflit et de violence, souvent en collaboration avec les Sociétés Nationales, la mise en œuvre de l'AEC par le CICR a bénéficié aux personnes ayant besoin d'un soutien sur le plan de la sécurité économique, ainsi qu'en matière de santé, d'abris, d'eau et d'habitat et de protection.

En s'appuyant sur les enseignements et l'expérience du monde entier, ce rapport se concentre sur six messages clés pour faire avancer l'AEC au sein du Mouvement, dans le but de s'appuyer sur les progrès et les réalisations significatifs enregistrés à ce jour :



1. L'AEC peut transformer les choses en termes de dignité et de choix : un engagement solide de la communauté est essentiel pour mesurer ces répercussions.

Le recours à l'AEC garantit que les bénéficiaires ont la capacité de hiérarchiser leurs propres besoins. L'engagement communautaire et la redevabilité sont essentiels à la conception et à la mise en œuvre des interventions d'AEC, ainsi qu'à la collecte de données probantes non seulement sur l'utilisation de l'AEC, mais aussi sur la dignité et l'autonomisation (répercussions connexes).



2. Pour fournir une assistance en espèces et coupons rapide et de qualité aux personnes dans le besoin ; la clé est la préparation.

La préparation passe par un investissement continu dans le développement et le maintien de la capacité organisationnelle et de l'état de préparation en intégrant l'AEC dans les outils, les systèmes, les procédures et les capacités du personnel de l'organisation, ainsi qu'en renforçant le soutien actif des dirigeants, la coordination interne et externe sans oublier une communication efficace.



3. La mise en œuvre d'une assistance en espèces et coupons à l'échelle nécessite un leadership local, notamment une participation active aux structures de coordination locales et nationales.

L'engagement et l'investissement pour le renforcement du leadership local dans l'AEC et dans la coordination des transferts monétaires à tous les niveaux au sein du système humanitaire plus large restent essentiels pour permettre une réponse humanitaire efficace et efficiente gérée localement.



4. Les Sociétés Nationales sont bien placées pour développer des liens avec les programmes gouvernementaux de protection sociale, ce qui peut faciliter la distribution de transferts monétaires à grande échelle aux populations en crise.

L'établissement de liens avec les interventions de protection sociale du gouvernement peut profiter aux populations dans le besoin de plusieurs manières, notamment en augmentant le nombre de personnes aidées, en garantissant l'inclusion des populations marginalisées et difficiles à trouver, en évitant les doublons et en permettant un soutien à plus long terme.



5. Le recours croissant aux technologies dans l'AEC présente de réelles opportunités même si les risques doivent être pris en compte.

En utilisant les technologies et les mécanismes de paiement numérique, il est possible de garantir que l'AEC soit fournie rapidement et en toute sécurité, à grande échelle et en favorisant l'inclusion financière d'un grand nombre de personnes. Il est essentiel d'adopter une approche « sans préjudice numérique » de l'AEC, en assurant une protection appropriée des données des personnes et en veillant à ce que celles qui ne sont pas en mesure d'accéder aux paiements numériques reçoivent leur aide de la manière la plus appropriée pour elles.



6. Les transferts monétaires restent le principal moyen de survie pour la plupart des populations dans le monde, y compris dans les conflits armés.

Bon nombre des avantages de l'AEC sont également valables dans les situations de conflit armé : ils permettent d'accroître la dignité, le pouvoir, l'autonomie et le choix des personnes dans la gestion de leur survie et de leur rétablissement. Bien que les transferts monétaires soient souvent la meilleure solution, ils ne sont pas toujours les plus adaptés aux personnes vivant dans une situation de conflit armé. Une action humanitaire fondée sur des principes et une analyse minutieuse des options de réponse avec les personnes touchées sont essentielles pour déterminer quand et pourquoi les transferts monétaires sont adaptés pour produire les répercussions humanitaires souhaitées.

1

MESURE DES AVANTAGES DE LA TRANSFORMATION DE L'ASSISTANCE EN ESPÈCES ET COUPONS -

Mettre en évidence la dignité et le choix



© IFRC

Message clé

L'AEC peut avoir des effets transformateurs en termes de dignité et de choix : un engagement solide de la communauté est essentiel pour mesurer ces répercussions.

Le recours à l'AEC garantit que les bénéficiaires ont la capacité de hiérarchiser leurs propres besoins. L'engagement communautaire et la redevabilité sont essentiels à la conception et à la mise en œuvre des interventions d'AEC, ainsi qu'à la collecte de données probantes non seulement sur l'utilisation de l'AEC, mais aussi sur la dignité et l'autonomisation (répercussions connexes).

Principaux enseignements

Des décennies de soutien aux personnes dans le besoin par le biais de l'AEC dans de multiples contextes ont constamment mis en évidence son importance, non seulement en termes de couverture des besoins essentiels, mais aussi, et c'est tout aussi crucial, en termes d'autonomisation des personnes lorsqu'elles sont les plus vulnérables, car elle leur permet de faire des choix en fonction de leurs propres priorités plutôt que de laisser les autres décider pour elles. Pour que les personnes dans le besoin soient au cœur des décisions prises, décisions qui affectent leur vie et leur bien-être, il faut les inclure systématiquement et toujours dès le départ. Dans cette optique, les mécanismes visant à faciliter le dialogue, en veillant à ce que tous les groupes soient représentés, sont essentiels. Le Mouvement continue de rechercher des moyens solides pour assurer une inclusion accrue des sinistrés, et pour une approche systémique à cet égard.

- Les répercussions de l'AEC qui vont au-delà de la satisfaction des besoins essentiels et du soutien aux moyens de subsistance :** Les données recueillies dans l'ensemble du Mouvement montrent que l'AEC peut aider les bénéficiaires à couvrir leurs besoins essentiels et fondamentaux tout en investissant dans leurs propres moyens de subsistance et en les protégeant (avant et après le choc), et en évitant de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs. Bien que les preuves soient plus limitées en ce qui concerne les effets moins tangibles sur le bien-être, comme le fait d'avoir le contrôle de sa vie, de développer son potentiel, d'avoir un but et d'entretenir des relations positives, les données disponibles permettent de souligner les effets positifs que l'accès à l'AEC peut avoir sur les individus et les communautés.
- Comprendre les implications de l'AEC sur le bien-être en général :** L'inclusion d'indicateurs de bien-être dans la conception, le suivi et l'évaluation des programmes permet de mieux comprendre les répercussions que l'AEC peut apporter, en termes de bien-être et de résilience actuels et futurs. L'utilisation d'indicateurs liés au bien-être permet d'adopter une approche plus participative dans la conception de l'AEC en comprenant mieux les objectifs et les priorités du bénéficiaire. Cela souligne également la valeur intrinsèque de l'AEC, qui consiste à soutenir les priorités des bénéficiaires eux-mêmes plutôt que celles des autres, y compris des donateurs et des agences humanitaires.
- Compte tenu des pratiques participatives et de la compréhension des besoins et du bien-être :** L'AEC a la capacité d'accorder aux populations la priorité à leurs propres besoins, qui, nous le savons, comprennent leurs besoins quotidiens ou essentiels ainsi que leurs aspirations à moyen et long terme. La valeur des subventions et la fréquence des versements doivent être ajustées pour s'assurer que l'aide apporte les plus grands bénéfices au bien-être et contribue à la résilience des populations.
- L'importance de mécanismes solides d'engagement communautaire et de redevabilité (CEA) :** Il est évident que lorsque les conditions sont réunies, les communautés qui ont besoin d'aide préfèrent recevoir des transferts monétaires, car ces derniers leur permettent de choisir elles-mêmes la hiérarchisation de leurs besoins en toute dignité. Il est essentiel d'inclure systématiquement les communautés dès le départ pour comprendre leurs préférences quant à la manière de recevoir leur aide et de manière continue pour planifier l'AEC et s'engager dans une communication bidirectionnelle afin de veiller à ce que les besoins des personnes soient satisfaits de la manière la plus appropriée et que les opportunités de renforcer la résilience et le bien-être soient saisies.



Je me sentais si seul et impuissant. Votre aide m'a permis d'acheter des choses dont j'avais désespérément besoin... et m'a beaucoup remonté le moral ».

BÉNÉFICIAIRE D'UN TRANSFERT MONÉTAIRE
(Fonds de secours de la Croix-Rouge britannique)

Lorsque nous avons commencé à recevoir l'argent, j'ai pu planifier mes besoins et budgétiser ce qui est le plus important ».

DAVID, BÉNÉFICIAIRE D'UN TRANSFERT MONÉTAIRE
à Isiolo (Croix-Rouge du Kenya)

Nous avons ensuite reçu l'argent juste la veille de devoir vendre la dernière vache. Nous n'avons pas vendu la vache. Nous sommes sur un nouveau départ ».

BÉNÉFICIAIRE D'UN TRANSFERT MONÉTAIRE
(Société du Croissant-Rouge de Somalie)



Cela signifie que je suis libre. Je peux choisir dans quoi le dépenser ».

BANA, BÉNÉFICIAIRE D'UN TRANSFERT MONÉTAIRE
(Croissant-Rouge de Jordanie)

Je vais acheter des chèvres ou des poulets. Cela aidera ma famille. Je pourrai au moins récupérer une partie des pertes que j'ai subies à cause des inondations ».

BÉNÉFICIAIRE D'UN TRANSFERT MONÉTAIRE
(Société du Croissant-Rouge du Bangladesh)

Peut-être que si nous obtenons un peu plus, nous pourrions lancer une petite entreprise. Penser à faire des affaires vient seulement après avoir bien mangé. Si nous recevons plus d'argent, nous pourrions mieux manger et réfléchir à la manière d'investir ce qui nous reste. N'est-ce pas ? De cette façon, cela pourrait nous aider à être indépendants ».

BÉNÉFICIAIRE D'UN TRANSFERT MONÉTAIRE À TOMBOKOIREY
(Croix-Rouge du Niger)



Si nous n'avions pas la carte du Croissant-Rouge, je ne serais pas en train de travailler à réaliser mon rêve ».

MOHAMMED, BÉNÉFICIAIRE DU PROGRAMME ESSN
(Croissant Rouge turc)

Les populations de la communauté sont confrontées à de nombreuses autres difficultés, pas seulement au manque de nourriture. C'est la raison pour laquelle ils préfèrent les transferts monétaires, car c'est le moyen de faire face à des problèmes d'une autre nature ».

CHINCHIMANI, MEMBRE DU PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE
(Croix-Rouge du Niger)



Éthiopie. FICR / Croix-Rouge suisse et Croissant-Rouge éthiopien. 2021 © IFRC



Société Nationale et exemples de mouvements

En République démocratique du Congo, le **ICRC** a testé une série d'indicateurs de bien-être auprès de sinistrés ayant reçu une assistance monétaire polyvalente. Dans l'ensemble, les résultats des indicateurs de bien-être ont montré que le fait de recevoir une assistance avait eu des répercussions positives sur les relations au sein du foyer et de la communauté et avait contribué à des niveaux plus positifs de satisfaction dans la vie. Les indicateurs de bien-être ont montré que les bénéficiaires de l'assistance monétaire se fixaient des objectifs allant au-delà de la couverture de leurs besoins de base et les schémas de dépenses ont montré que, même avec de faibles montants de transferts, les bénéficiaires privilégiaient les objectifs à long terme tels que les investissements dans l'éducation, les biens, la terre et les moyens de subsistance, par rapport aux besoins essentiels habituels.

Au Royaume-Uni, la **Croix-Rouge britannique** a créé un Fonds de secours pour fournir une assistance monétaire aux personnes les plus vulnérables à l'insécurité financière pendant la pandémie de COVID-19. Une évaluation du Fonds visait à comprendre les répercussions, en rassemblant les données du suivi continu ainsi que les entretiens de fin de programme. Des données opérationnelles ont été recueillies, et des commentaires non sollicités ont également été partagés tout au long du programme par le biais de boîtes aux lettres électroniques anonymes. Les données ont montré l'importance des transferts monétaires non seulement pour couvrir les besoins essentiels mais aussi leurs répercussions sur l'amélioration du bien-être général et de la santé mentale des personnes. 92 % des personnes ont estimé que l'aide financière qu'elles ont reçue avait réduit leurs sentiments de stress et d'anxiété. Certaines personnes interrogées ont estimé que le fonds d'aide aux personnes en difficulté les avait aidées à rester en contact avec leurs proches et à accéder aux services en ligne pendant la pandémie, en particulier lorsque de nombreux services avaient été transférés en ligne. En effet, le fait que l'aide soit flexible et sous forme de transfert monétaire a permis aux gens d'acheter des données et de recharger leur crédit téléphonique.

Le **Croissant-Rouge du Bangladesh** a veillé à ce que l'ECR soit un thème transversal dans tous ses programmes, y compris l'AEC. La Société nationale dessert des communautés dans des endroits difficiles d'accès et, pendant la pandémie de COVID-19, elle a cherché à continuer à faire en sorte que les bénéficiaires aient bien connaissance de ses interventions en matière d'AEC, en mettant en place une série de mécanismes pour garantir la poursuite de la communication dans les deux sens. Il s'agissait notamment d'entretiens en personne, de la mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique mobile et du recours aux e-mails de rétroaction.

Défis pour le Mouvement

- Au-delà des données probantes anecdotiques, mesurer les répercussions de l'AEC sur la dignité, l'autonomisation et le bien-être reste un défi. Pour comprendre les véritables effets que l'AEC peut avoir sur les bénéficiaires, il est nécessaire de mettre en place des processus ECR solides afin de comprendre les objectifs des bénéficiaires au-delà de la satisfaction des besoins de base et de suivre les progrès effectués afin d'accompagner la réalisation de ces objectifs.
- Les processus de conception, de suivi et d'évaluation de l'AEC doivent être adaptés pour inclure systématiquement des indicateurs de bien-être et s'éloigner des mesures purement axées sur les résultats.
- La participation de la population concernée est essentielle dans tous les aspects de l'action humanitaire. L'AEC est un outil qui peut accompagner cette approche centrée sur les personnes. Les organisations humanitaires doivent continuellement adapter le contenu et les modalités de l'aide fournie en se basant sur la participation de la communauté dès le départ.



Amal. La Turquie. Croissant-Rouge turc / FICR. Avril 2021

© IFRC

2

PRÉPARATION À L'ASSISTANCE EN ESPÈCES ET COUPONS



Éthiopie. Derashe. ERCS. CR suisse/ FICR. Juin 2021

© IFRC

Message clé

Pour fournir une assistance en espèces et coupons rapide et de qualité aux personnes dans le besoin ; la clé est la préparation.

La préparation passe par un investissement continu dans le développement et le maintien de la capacité organisationnelle et de l'état de préparation en intégrant l'AEC dans les outils, les systèmes, les procédures opérationnelles et les capacités du personnel ainsi qu'en renforçant le soutien actif des dirigeants, la coordination interne et externe et une communication efficace.

Le Mouvement a été pionnier dans la préparation à l'assistance en espèces et coupons en établissant et en renforçant les capacités essentielles de l'AEC dans les cinq domaines suivants :

01

Engagement des dirigeants

02

Ressources et capacités financières et humaines

03

Tester, apprendre et améliorer

04

Processus, systèmes et outils

05

Engagement communautaire et redevabilité, coordination et partenariat

Principaux enseignements

Conscient de l'importance de la préparation, le Mouvement a considérablement investi pour être en mesure de fournir une assistance de qualité en temps voulu en renforçant les processus, les systèmes et les outils d'AEC, en veillant à ce que des ressources financières et humaines suffisantes soient en place, en tirant des enseignements des efforts de coordination locaux et en y contribuant, ainsi qu'en menant des actions de communication et de sensibilisation à l'AEC. Le soutien des dirigeants reste un élément essentiel de la préparation à l'AEC (PAEC) et il a été déterminant pour positionner le Mouvement en tant que chef de file de l'AEC, prêt à intervenir à grande échelle dans toute une série d'environnements opérationnels.

- Capacité opérationnelle et organisationnelle et intégration :** La PAEC est essentielle pour que le Mouvement soit en mesure de distribuer efficacement et en temps voulu des transferts monétaires dans n'importe quelle crise. L'investissement à long terme du Mouvement dans la PAEC a mis en exergue l'importance de renforcer les capacités opérationnelles et organisationnelles de la Société Nationale, en intégrant l'AEC dans l'ensemble de la Société Nationale, tant sur le plan organisationnel qu'opérationnel.

- “

**MEMBRE DU PERSONNEL,
Société de la Croix-Rouge du Zimbabwe**

A world map illustrating the distribution of 100 countries, with the size of each country's red circle representing its population. The United States of America is the largest, followed by China and India. Other large countries include Russia, Brazil, and the United Kingdom. The map also shows the relative positions of major cities and bodies of water.

72

**PAYS
INVESTISSANT DANS LA PAEC**

Exemples de Sociétés Nationales

Investir dans la PAEC renforce et augmente la capacité ou la préparation d'une Société Nationale à fournir une assistance efficace, tout en augmentant la reconnaissance et le profil de la Société Nationale en tant qu'acteur humanitaire local fort. Dans le cas de la Croix-Rouge du Burkina Faso, le fait de donner la priorité et d'investir dans la PAEC et d'augmenter son assistance monétaire a permis d'accroître le soutien des donateurs, tant à l'intérieur (Croix-Rouge belge) qu'à l'extérieur (ECHO et UNICEF) du Mouvement³. Nous le constatons de plus en plus avec les Sociétés Nationales, comme en Ouganda, au Kenya, en Zambie et aux Bahamas, qui démontrent leur capacité à une AEC de qualité à des communautés souvent marginalisées et vulnérables, de plus en plus soutenues directement par un nombre croissant de donateurs.



 **300**
**300 FOYERS SOUTENUS
PAR LA PAEC AU COURS
DE L'ANNÉE 2016**

 **46 000**
**PERSONNES AIDÉES PENDANT
LA PANDÉMIE EN 2020**

Le Croissant-Rouge du Kirghizistan s'est lancé dans le renforcement de sa PAEC en 2016, ce qui lui a permis de passer d'une réponse ponctuelle à 300 foyers cette année-là, et depuis, au versement ponctuel d'une AEC à plus de 46 000 personnes lors de l'intervention en réponse aux effets de la pandémie de COVID-19 en 2020. La Société Nationale attribue à son investissement dans deux actions critiques de la PAEC le mérite d'avoir assuré sa capacité à fournir l'AEC en temps voulu et à grande échelle - le soutien des dirigeants en faveur des interventions d'AEC, qui a permis de s'assurer que l'AEC est systématiquement considérée comme l'option de réponse par défaut ; et le renforcement des capacités au niveau du siège et des antennes, qui a inclus la mise en place de systèmes habilitants et l'établissement de points focaux en charge de l'AEC dans chaque service de programme et la mise à disposition d'employés et de volontaires formés à l'AEC dans tout le pays.

Le développement de Procédures opérationnelles normalisées (PON) a été un facteur essentiel ayant permis à la Croix-Rouge du Niger d'être prête à mettre en œuvre des interventions d'AEC. À leur tour, les PON, combinées à la formation du personnel, ont permis d'intégrer l'AEC dans l'ensemble de la Société Nationale.

Quant à la Société de la Croix-Rouge du Népal, elle a élaboré des Procédures opérationnelles normalisées et des outils d'AEC en 2019 et, depuis lors, elle a créé un Groupe de travail technique interne sur les programmes de transferts monétaires au sein de sa Société Nationale. Ce groupe composé de plusieurs services a dirigé l'institutionnalisation de l'AEC au sein de la Croix-Rouge du Népal, en engageant des « champions des transferts liquides » à tous les niveaux de l'organisation. Le personnel et les volontaires de la Société Nationale sont désormais en mesure de planifier, de mettre en œuvre et de contrôler systématiquement l'AEC, tout en encourageant son utilisation en tant qu'instrument fiable permettant d'apporter rapidement une aide directe aux populations touchées par les catastrophes.

Défis pour le Mouvement

- **Continuer à renforcer l'adhésion des dirigeants des Sociétés Nationales** pour soutenir et promouvoir l'AEC, tant en interne qu'en externe, en reconnaissant que la PAEC nécessite un investissement à long terme et une intégration dans l'ensemble de la Société Nationale.
- **Plaider auprès des donateurs** pour qu'ils comprennent que la qualité et la rapidité de l'AEC dépendent de la PAEC, ce qui les amènera à s'engager à fournir un investissement prévisible et pluriannuel dans la PAEC du Mouvement.
- **S'assurer qu'un financement pluriannuel est alloué à la PAEC** pour permettre le développement organisationnel à long terme et la préparation aux transferts monétaires.



Ile Abaco, Bahamas. Croix-Rouge des Bahamas/FICR 2019

© ICRC

³ Cash Hub & CashCap (2021) Renforcer l'action humanitaire menée localement par la préparation aux transferts monétaires.
<https://cash-hub.org/resource/strengthening-locally-led-humanitarian-action-through-cash-preparedness/>

3

LOCALISATION DES TRANSFERTS MONÉTAIRES ; DIRIGEANTS DES SOCIÉTÉS NATIONALES



Message clé

La mise en œuvre d'une assistance en espèces et coupons à grande échelle nécessite un leadership local, notamment une participation active dans les structures de coordination locales et nationales.

L'engagement et l'investissement pour le renforcement du leadership local dans l'AEC et dans la coordination des transferts monétaires à tous les niveaux au sein du système humanitaire plus large restent essentiels pour permettre une réponse humanitaire efficace et efficiente gérée localement.

La préparation est le fondement de la CVA menée à l'échelon local. Lorsque les Sociétés Nationales disposent de capacités techniques et organisationnelles suffisantes pour mettre en œuvre une AEC efficace, de qualité et opportune, leur profil en tant qu'acteur principal de l'AEC est rehaussé, et leur capacité à diriger ou à participer à la coordination et à l'exécution de l'AEC est renforcée.

© ICRC

Sept dimensions de l'action humanitaire menée localement :

- 1. Financement** : 25 % des fonds disponibles doivent aller « aussi directement que possible » aux organisations locales, en mettant l'accent autant sur la qualité (flexibilité, capacité à couvrir les coûts de base) que sur la quantité.
- 2. Partenariats** : des partenariats plus équitables et « authentiques », avec moins de sous-traitance.
- 3. Capacité** : fournir un soutien pour construire une capacité institutionnelle locale durable, et empêcher que la capacité locale ne soit sapée par les acteurs internationaux (par exemple, en finançant uniquement les coûts directs du projet ; en recrutant les meilleurs employés des acteurs nationaux pour leur capacité d'appoint).
- 4. Révolution de la participation** : une implication plus complète et plus influente des sinistrés dans la nature et la manière dont l'aide leur est fournie.
- 5. Mécanismes de coordination** : plus de présence et d'influence des acteurs gouvernementaux et des ONG nationales dans les mécanismes de coordination humanitaire, et soutien aux mécanismes nationaux existants.
- 6. Visibilité** : une plus grande reconnaissance publique et une meilleure visibilité du rôle, des efforts, de la contribution, de l'innovation et des réalisations des acteurs locaux.
- 7. Influence des politiques publiques** : une présence accrue des acteurs nationaux dans les discussions de politiques internationales et une meilleure prise en compte de leurs points de vue et propositions.

Source : Patel et Van Brabant 2017⁴

Principaux enseignements

Les Sociétés Nationales ont montré leur capacité à être des leaders locaux et nationaux dans l'AEC et, en tant qu'acteurs humanitaires respectés entretenant des liens avec le gouvernement grâce à leur rôle d'auxiliaire, elles ont joué un rôle essentiel dans la coordination des interventions d'AEC. Grâce à leurs réseaux d'antennes, la présence des Sociétés Nationales au niveau communautaire, souvent en tant que premiers intervenants, s'est avérée vitale pour assurer la centralité des personnes concernées à toutes les étapes des interventions d'AEC. Cette combinaison entre présence locale et influence nationale implique que les Sociétés Nationales sont bien placées pour diriger la coordination de l'AEC entre les différents groupes de parties prenantes aux niveaux politique et opérationnel.

- **Rôle d'auxiliaire** : Le rôle d'auxiliaire que jouent les Sociétés Nationales en temps de crise, étayé par l'application des principes fondamentaux du Mouvement et complété par des réseaux nationaux d'employés et de volontaires, place le Mouvement dans une position unique pour assurer le leadership local et l'appropriation de l'AEC.

- **Mécanismes de coordination** : Les Sociétés Nationales sont bien placées pour participer et coprésider les mécanismes nationaux de coordination de l'AEC, tels que les Groupes de travail sur les programmes de transferts monétaires. L'expérience a montré que, en sus de leur rôle d'auxiliaire, cet engagement pouvait aider d'autres acteurs locaux et nationaux à travailler efficacement avec les organes gouvernementaux pour soutenir, défendre et mettre en œuvre l'AEC.
- **Interventions centrées sur les personnes** : comme pour toute action humanitaire, la mise en œuvre d'une AEC efficace et efficiente passe par l'autonomisation et l'implication des personnes touchées par une catastrophe ou une crise. Cela nécessite un effort continu pour s'assurer que les communautés touchées sont impliquées dans tous les aspects de la prise de décision, du suivi et de la mise en œuvre de l'AEC, en travaillant avec le personnel de la Société Nationale à tous les échelons dans le but de garantir une action humanitaire locale authentique et complète. La désignation de points focaux en charge de l'AEC au sein des Sociétés Nationales au niveau des antennes garantit la participation et le leadership du niveau local aux échelons national et sous-national.
- **Adhésion des dirigeants** : l'adhésion des dirigeants des Sociétés Nationales est essentielle pour développer l'AEC, y compris l'investissement continu dans la préparation organisationnelle aux transferts monétaires et le changement transformationnel nécessaire dans la façon dont l'aide humanitaire est fournie.
- **Complémentarité** : la mise en œuvre et le maintien d'une AEC efficace à l'échelle locale nécessitent un soutien durable, en exploitant les avantages comparatifs et les forces des différentes composantes du Mouvement et des autres parties prenantes.



Toutes les modalités de transferts monétaires utilisées dans le cadre des opérations de secours liées à l'ouragan Dorian ont non seulement apporté un soulagement et une satisfaction aux bénéficiaires, mais elles ont également renforcé la capacité de la Société Nationale. Cela nous a amenés à réfléchir aux moyens d'aider les personnes des communautés touchées sans leur enlever leur dignité ou leur respect de soi dans une période des plus pénibles, tout en renforçant la capacité de la Société Nationale ».

TEREZ CURRY,
Président, Croix-Rouge des Bahamas



Les Sociétés Nationales sont présentes dans la plupart, sinon la totalité, des 39 Groupes de travail nationaux inter-agences des programmes de transferts monétaires qui dirigent activement les interventions locales, dont 12 % jouent un rôle de premier plan dans la coordination nationale des transferts.

Exemples de Sociétés Nationales

Après un investissement à long terme et soutenu dans la PAEC, la Croix-Rouge du Kenya est un chef de file clé de l'AEC, tant au sein du Mouvement qu'en dehors. Aujourd'hui, la Société Nationale est un modèle à suivre en matière d'AEC, qu'il s'agisse de développer des interventions d'action précoce ou des réponses d'urgence, ou encore de les relier aux programmes de protection sociale gouvernementaux à plus long terme. La participation de la Croix-Rouge du Kenya à l'apprentissage par les pairs du Mouvement, notamment en pilotant des approches novatrices de l'AEC, a conduit les Sociétés Nationales voisines à souligner l'intérêt de pouvoir discuter avec leurs pairs de défis opérationnels communs. Soulignant la capacité que les Sociétés Nationales peuvent avoir au sein du secteur humanitaire, la Croix-Rouge du Kenya a joué un rôle déterminant pour relancer le Groupe de travail national dédié aux transferts monétaires, précédemment inactif, et dans la codirection du groupe avec le gouvernement. Conformément à son rôle d'auxiliaire, à sa présence dans les 47 comtés du pays et à ses capacités reconnues en matière d'AEC, la Société Nationale est mandatée par le gouvernement pour répondre avec l'AEC en cas d'urgence, y compris à grande échelle. La Société Nationale a également joué un rôle actif dans le développement des programmes de protection sociale du gouvernement, tant au niveau opérationnel que politique.

La désignation de points focaux en charge de l'AEC dans plusieurs provinces sujettes aux catastrophes a été essentielle pour garantir la capacité de la Croix-Rouge vietnamienne à mettre en œuvre une AEC rapide à grande échelle, notamment dans le cadre de sa réponse à la COVID-19. Le renforcement des capacités au niveau de la base, incluant l'implication des dirigeants communautaires au niveau des communes pour la mise en œuvre de l'AEC, a été un facteur clé.

Soutenu par la Croix-Rouge belge de Flandre et le Programme alimentaire mondial (PAM), l'investissement de la Croix-Rouge du Burundi dans la PAEC, y compris la formation, le renforcement des systèmes et les exercices de simulation en temps réel, a contribué à garantir la capacité de répondre rapidement à une crise soudaine plus rapidement que tout autre acteur. Cela a conduit à l'élaboration d'un accord tripartite avec le PAM, dans lequel la Société Nationale est considérée comme un partenaire et un chef de file principal de l'AEC au niveau local.

En tant que co-président du Groupe de travail national sur les programmes de transferts monétaires, la Cruz Roja Colombiana (Croix-Rouge colombienne) a été un acteur clé pour garantir la collaboration et l'alignement entre le gouvernement local et les organisations humanitaires dans l'intervention d'AEC destinée à soutenir les migrants. Cela a permis de s'aligner sur les politiques gouvernementales grâce à une responsabilité conjointe pour garantir les critères d'éligibilité, ainsi qu'une révision et une augmentation de la valeur de transfert de l'assistance monétaire. Les organisations humanitaires ont également eu accès aux bases de données officielles pour éviter les doublons (après avoir pris des mesures de confidentialité) et une évaluation conjointe du marché a été réalisée. Des messages communs ont été élaborés entre tous les acteurs afin de les diffuser auprès des communautés, des autres secteurs et des autorités locales.

Défis pour le Mouvement

- Les Sociétés Nationales, en tant qu'acteurs locaux, sont confrontées à des difficultés pour accéder et diriger les transferts monétaires.⁵ Les structures de coordination des transferts monétaires sont souvent des structures descendantes au niveau national, qui favorisent les grandes organisations disposant de ressources importantes ainsi que les acteurs internationaux. Cependant, l'accès, la portée et la présence communautaire de longue date des Sociétés Nationales impliquent qu'elles sont particulièrement bien placées pour diriger les efforts de coordination, en s'appuyant sur leur expérience de la distribution d'argent jusqu'au dernier kilomètre et sur leur rôle d'auxiliaire des gouvernements.
- Il faut promouvoir le profil d'AEC des Sociétés Nationales auprès des acteurs externes, notamment en assurant un suivi et l'établissement de rapports transparents de leurs activités d'AEC, afin que leur rôle unique soit reconnu et qu'elles puissent participer et diriger les mécanismes de coordination de l'AEC.
- Les opportunités d'apprentissage entre pairs et les échanges entre les Sociétés Nationales ainsi qu'avec d'autres acteurs locaux sont essentiels pour contribuer à la promotion de l'AEC humanitaire dispensée localement. Les programmes et le personnel humanitaire doivent intégrer la flexibilité requise dès le départ.



Afghanistan. Société du Croissant-Rouge de l'Afghanistan/ FICR. Juillet 2021

⁵ Par exemple, les consortiums de transferts monétaires aux niveaux national et régional, les groupes de travail sur les programmes de transferts monétaires et l'utilisation de systèmes de transferts monétaires communs.



4

TRANSFERTS MONÉTAIRES ET PROTECTION SOCIALE



Yolanda, Philippines. IFRC/ Rode Kors, 2021

© IFRC

Message clé

Les Sociétés Nationales sont bien placées pour développer des liens avec les programmes gouvernementaux de protection sociale, ce qui peut faciliter la fourniture de transferts monétaires à grande échelle aux populations en crise.

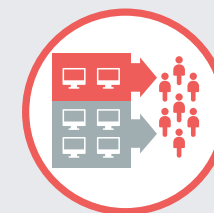
L'établissement de liens avec les interventions de protection sociale du gouvernement peut profiter aux populations dans le besoin de plusieurs manières, notamment en augmentant le nombre de personnes aidées, en garantissant l'inclusion des populations marginalisées et difficiles à trouver, en évitant les doublons et en permettant un soutien à plus long terme.

Les Sociétés Nationales peuvent établir un lien entre l'AEC et les systèmes de protection sociale gouvernementaux de différentes manières :⁶



Ajustements de la conception :

Ajuster la conception des interventions de routine en matière de protection sociale



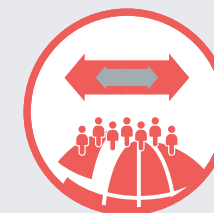
Ferroutage :

Utiliser l'infrastructure d'un programme existant



Expansion verticale :

Augmenter temporairement la valeur ou la durée de la prestation pour les bénéficiaires actuels



Expansion horizontale :

Augmenter temporairement le nombre de bénéficiaires dans un programme existant



Expansion verticale :

S'aligner sur d'autres interventions en cours ou prévues

Principaux enseignements

Les avantages de lier l'AEC humanitaire et la protection sociale sont de plus en plus reconnus, notamment lors de la pandémie de COVID-19. Les gouvernements et les autres parties prenantes ont reconnu le rôle clé que les Sociétés Nationales peuvent jouer en soutenant l'expansion des programmes de protection sociale existants en temps de crise. Dans un certain nombre de pays, les Sociétés Nationales ont réussi à aligner les réponses de l'AEC avec les interventions de protection sociale à différents stades de la conception et de la fourniture de l'assistance et ont plaidé pour l'utilisation de mécanismes de fourniture plus rapides et plus sûrs. La participation active du Mouvement, qui met à profit son expertise de longue date dans ce domaine, a permis d'intensifier l'aide à la protection sociale indispensable dans le cadre de la réponse aux crises, notamment pour les populations vulnérables, telles que les réfugiés, qui sont souvent exclues de ce type d'assistance.

- **Alignement entre l'AEC et la protection sociale :** en tant qu'auxiliaires du gouvernement et disposant de réseaux d'antennes et de volontaires dans tout le pays, les Sociétés Nationales ont montré qu'elles sont bien placées pour jouer un rôle actif dans la mise en relation de l'AEC humanitaire avec les systèmes de protection sociale du gouvernement à différentes étapes de la chaîne de distribution. Il peut s'agir d'aligner l'AEC sur les systèmes de protection sociale du gouvernement, notamment en reproduisant les critères de ciblage, les valeurs de transfert, les processus d'enregistrement, le suivi, et/ou en facilitant l'expansion verticale ou horizontale de la protection sociale réponses.⁷ Associer l'AEC et la protection sociale peut contribuer à l'équité, à la complémentarité, à la rapidité de mise en œuvre et à l'augmentation de la couverture, en particulier pour les populations qui risquent d'être exclues de l'aide sous forme de protection sociale.
- **Coopération avec les gouvernements :** pendant la pandémie de COVID-19, plusieurs Sociétés Nationales ont coopéré avec les gouvernements pour soutenir leurs interventions en matière de protection sociale et démontrer leur valeur dans des domaines clés, tels que la distribution des transferts monétaires par différents mécanismes et l'enregistrement des bénéficiaires, en particulier le ciblage et l'enregistrement des plus vulnérables.

⁶ O'Brien, C., Holmes R. and Scott, Z., with Barca, V. (2018) Shock-Responsive Social Protection Systems Toolkit—Appraising the use of social protection in addressing largescale shocks, Oxford Policy Management, Oxford, UK.

⁷ L'expansion verticale inclut l'augmentation du montant du transfert et/ou de la durée d'un programme existant ; l'expansion horizontale comprend l'augmentation de la couverture d'un programme de protection sociale existant pour incorporer de nouveaux sinistrés et/ou de nouveaux lieux géographiques.



- **Établir le lien avec l'action en matière de changement climatique :** Les programmes de protection sociale jouent un rôle essentiel dans la protection des populations pauvres et vulnérables contre les risques liés au climat en fournissant une assistance à long terme et durable. L'AEC peut être un moyen efficace de répondre aux répercussions humanitaires des catastrophes climatiques en veillant à ce que les systèmes de protection sociale soient sensibles aux chocs et puissent intensifier de manière souple l'aide aux personnes touchées par des événements climatiques extrêmes. Avec un accès à l'échelle nationale et une connaissance des personnes vulnérables aux risques induits par le climat, les Sociétés Nationales peuvent jouer un rôle stratégique dans la transformation des systèmes de protection sociale gouvernementaux de multiples façons, notamment en fournissant des contributions au niveau politique, en permettant l'engagement communautaire et la sensibilisation, en améliorant et en étendant les systèmes aux bénéficiaires éligibles et en fournissant des transferts aux populations difficiles d'accès



Le fait de placer la protection sociale au cœur des programmes d'assistance monétaire et humanitaire a permis au Croissant-Rouge turc d'accroître son soutien rapidement et avec qualité afin de mieux faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19 ».

BULENT OZTURK,
Coordinateur de programme, Croissant-Rouge turc

Exemples de Sociétés Nationales

Le Croissant-Rouge turc a joué un rôle central en soutenant l'expansion horizontale et verticale d'un certain nombre de programmes de protection sociale du gouvernement, notamment le filet de sécurité sociale d'urgence (ESSN), qui fournit une assistance monétaire à 1,5 million de réfugiés. Avant son lancement initial en novembre 2016, le Croissant-Rouge turc était en discussion avec le gouvernement turc, le PAM et le HCR dans le but de développer un cadre stratégique pour aider les réfugiés en Turquie et fournir des transferts monétaires afin de soutenir les plus vulnérables. Le partenariat de la **Société Nationale** avec le PAM a contribué à l'élaboration du projet, qui visait à s'aligner sur le système national de protection sociale de la Turquie. La mise en place d'une plateforme pour le Croissant-Rouge turc afin de fournir une assistance monétaire régulière aux populations déplacées a été associée au système national de protection sociale, ce qui, avec d'autres liens, a réellement permis le déploiement et l'extension rapides de l'ESSN. Leur approche active sur le terrain et leurs solides relations bilatérales avec les autorités locales ont été essentielles pour apporter un soutien aux personnes dans le besoin, notamment lors des restrictions liées au COVID-19. Des méthodes de travail innovantes ont été élaborées pour maintenir le système de suivi et d'évaluation robuste, améliorer l'identification et le renvoi des problèmes de protection, ainsi que les obstacles à l'accès à l'assistance monétaire le couvre-feu. En réponse aux vulnérabilités croissantes dues au COVID-19, le Croissant-Rouge turc, en coordination avec la FICR et les ministères concernés, a fourni des compléments économiques aux bénéficiaires de l'ESSN, ce qui constitue un exemple d'expansion verticale. Le maintien d'un réseau solide avec les autorités locales et centrales est la clé pour garantir l'accès des plus vulnérables à l'assistance monétaire, afin de les aider à satisfaire leurs besoins essentiels

pendant et après les périodes d'urgence. En effet, associer les transferts monétaires humanitaires dans les systèmes nationaux de protection sociale et inspirer ces mêmes transferts de ces mêmes systèmes nationaux de protection sociale permet de faire fructifier les précieux budgets d'aide et d'accroître les répercussions sur les sinistrés.

Pendant la pandémie de COVID-19, la Croix-Rouge de Baphalali Eswatini a joué un rôle de premier plan en aidant le gouvernement à passer des paiements de protection sociale sous forme d'enveloppes d'espèces aux transferts d'argent mobile. S'appuyant sur l'expérience des programmes de sécurité alimentaire de l'AEC menés ces dernières années, la Société Nationale a réussi à convaincre le gouvernement non seulement d'adopter cette modalité de transfert plus efficace, mais aussi d'utiliser l'argent mobile au lieu des distributions de nourriture en nature en réponse à la pandémie.

En Namibie, la Croix-Rouge namibienne a aligné une réponse face au COVID-19 en matière de moyens de subsistance et de sécurité alimentaire avec le programme de filet de sécurité sociale existant du gouvernement. La Société Nationale a collaboré avec les travailleurs sociaux et les administrateurs du Ministère de la santé et des Services sociaux au niveau des circonscriptions pour vérifier les bénéficiaires. Cette étroite collaboration s'est avérée essentielle pour garantir le bon déroulement de l'intervention de la Croix-Rouge namibienne, parallèlement au soutien du gouvernement.



Défis pour le Mouvement

- L'association de l'AEC de la Société Nationale aux systèmes de protection sociale du gouvernement est un domaine émergent et des **conseils supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre les meilleures façons de s'engager dans des approches alignées et d'en sortir.**
- **Le rôle que les Sociétés Nationales peuvent jouer dépend du contexte de la protection sociale.** Lorsqu'il existe un système national de protection sociale bien établi, les Sociétés Nationales peuvent apporter leur soutien à toutes les étapes de la conception et de la fourniture de l'assistance. Lorsque les systèmes de protection sociale sont faibles ou nouveaux, les Sociétés Nationales peuvent contribuer à l'élaboration de politiques et au renforcement des systèmes.
- **Le partage des données avec ou par les services sociaux gouvernementaux et d'autres acteurs nécessite l'accord préalable des bénéficiaires, ce qui peut s'avérer difficile lors de l'extension des systèmes de protection sociale existants.** La conclusion d'accords de partage des données est essentielle.



5

TRANSFERTS MONÉTAIRES, TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES ET PARTAGE DES DONNÉES



Longonay Berthora. Madagascar. Société du Croissant-Rouge de Madagascar. Octobre 2021

Message clé

Le recours croissant aux technologies dans l'AEC présente de réelles opportunités même si les risques doivent être pris en considération.

En utilisant les technologies et les mécanismes de paiement numérique, il est possible de garantir que l'AEC soit fournie rapidement et en toute sécurité, à grande échelle et en favorisant l'inclusion financière d'un grand nombre de personnes. Il est essentiel d'adopter une approche « sans préjudice numérique » de l'AEC, en assurant une protection appropriée des données des personnes et en veillant à ce que celles qui ne sont pas en mesure d'accéder aux paiements numériques reçoivent leur aide de la manière la plus appropriée pour elles.

Principaux enseignements

Des décennies de mise en œuvre de l'AEC ont vu le Mouvement passer de l'utilisation de l'argent liquide à l'utilisation croissante de mécanismes de transfert plus élaborés basés sur la technologie, ainsi qu'à l'intégration d'outils plus numériques pour soutenir les processus de l'AEC, depuis les évaluations, l'inscription des bénéficiaires, la communication avec les communautés, jusqu'au suivi et à l'établissement des rapports. En développant continuellement la base de données probantes relative à l'utilisation sûre des technologies pour soutenir les processus d'AEC, y compris la fourniture d'une assistance du dernier kilomètre, le Mouvement est aujourd'hui leader mondial pour ce qui est de fournir l'AEC à grande échelle, y compris dans des environnements opérationnels difficiles.

- **Accroître la vitesse et l'échelle** : le recours aux technologies numériques dans le cadre de l'AEC – pour la collecte et la gestion des données, l'exécution des paiements, l'établissement de rapports et le suivi – a le potentiel de transformer la manière dont les interventions sont mises en œuvre.⁸ L'exploitation des technologies en temps de crise par le biais de plateformes de paiement mises à disposition par les téléphones mobiles, les cartes bancaires et les guichets automatiques permet au transfert monétaire directement versé aux individus d'être plus rapide, plus sûr et plus facile à réaliser à grande échelle. Les technologies permettent également d'avoir un suivi plus précis, presque en temps réel, ce qui donne aux Sociétés Nationales la possibilité d'ajuster leurs programmes si besoin est. La combinaison de ces différents aspects des technologies numériques s'est avérée particulièrement importante pour fournir une AEC à distance, souvent dans des situations de conflit et de violence et pendant les urgences de santé publique, où la présence physique directe est entravée.
- **Importance de l'engagement communautaire et de la redevabilité (ECR)** : en augmentant le recours aux technologies numériques dans les programmes, à la fois par les paiements et le suivi, il est important d'intensifier également la numérisation de l'ECR. Cela concerne aussi bien les messages adressés par les bénéficiaires que les mécanismes de retour d'information dans les deux sens, par exemple par le biais de services d'assistance ou de chatbots sur WhatsApp.
- **Investissement dans les systèmes de gestion des données** : l'expérience des Sociétés Nationales du recours aux technologies numériques pour enregistrer et délivrer l'AEC aux bénéficiaires souligne la nécessité de donner la priorité à un investissement continu dans des systèmes de gestion des données et des outils robustes afin de protéger les bénéficiaires, non seulement pour permettre la rapidité et l'échelle de distribution, mais aussi pour assurer une programmation de qualité. Il s'agit notamment de s'assurer que le personnel possède les compétences et est formé dans des domaines clés tels que la maîtrise, la collecte, la gestion, l'analyse et la visualisation des données. Les investissements dans des systèmes de gestion des données solides et le renforcement des compétences sont également un facteur essentiel pour être un partenaire de choix dans les opérations de mise en œuvre de l'AEC à grande échelle.
- **Transparence en matière de protection des données** : si le recours aux technologies numériques peut s'avérer un gain d'efficacité, il peut également accroître les risques pour les individus en termes de protection de la vie privée et de mauvaise utilisation potentielle des données. Il convient d'analyser soigneusement les risques liés à la protection des données par rapport aux avantages perçus du recours aux outils numériques et de communiquer de manière transparente aux bénéficiaires de l'AEC la manière dont leurs données sont traitées et utilisées. Il s'agit notamment de veiller à ce que les bénéficiaires aient le choix sur les tiers qui ont accès à leurs données (par exemple, les prestataires de services financiers). Il incombe au Mouvement de limiter les données qui sont collectées et partagées.
- **La fracture technologique** : en fournissant une assistance à des groupes de population variés, qui comprennent souvent des populations marginalisées et difficiles à trouver, le Mouvement doit tenir compte du fait que les infrastructures technologiques et financières ne sont pas accessibles à tous et que les bénéficiaires potentiels (souvent ceux qui sont touchés par la pauvreté, ceux qui vivent dans les zones rurales, les femmes, les personnes en situation de handicap et ceux qui se trouvent dans des zones

⁸ Les paiements numériques, ou transferts électroniques désignent le mouvement électronique d'argent ou de coupons vers un bénéficiaire. Les transferts électroniques permettent au bénéficiaire d'accéder à de l'argent, des biens et/ou des services par le biais d'appareils mobiles (tels que des téléphones), des coupons électroniques ou des cartes (cartes de crédit ou de débit préchargées ou pouvant être utilisées dans un guichet automatique).

touchées par des conflits) ne doivent pas être exclus du soutien de l'AEC pour cette raison. Le Mouvement s'est engagé à ne laisser personne de côté et, par conséquent, si la majorité des transferts monétaires effectués en 2020 étaient de l'argent numérique, les programmes doivent également veiller à ce que des options de paiement soient disponibles pour ceux qui ne peuvent pas accéder aux mécanismes de transferts numériques.

- **Applications novatrices des technologies** : les technologies évoluent rapidement et, à mesure que de nouvelles technologies voient le jour, il est important que le Mouvement comprenne si elles permettent effectivement de relever les défis liés à l'AEC et qu'il soit prêt à s'adapter en conséquence. Ces dernières années, le Mouvement s'est penché sur le potentiel des cartes d'identité numériques pour s'assurer que les personnes dépourvues de pièces d'identité officielles ne soient pas exclues de l'assistance monétaire, sur le recours à des devises communautaires assurées par la technologie blockchain pour renforcer la résilience des communautés, ainsi que sur l'intégration à des processus prévisionnels en vue de distribuer rapidement l'argent avant qu'un événement climatique ne se produise.



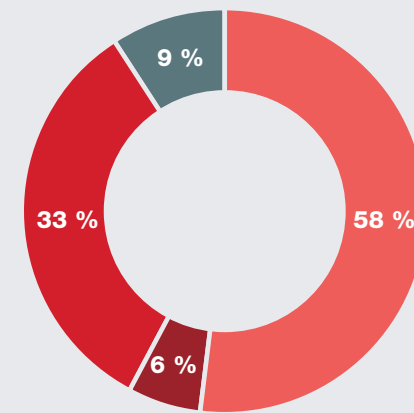
Les technologies mobiles et numériques peuvent transformer les systèmes humanitaires, renforcer la résilience et la capacité à faire face aux crises, accroître la transparence, la responsabilité et assurer une participation digne, sûre et inclusive des communautés touchées par les urgences humanitaires ».

GSMA,
Le mobile au service de l'innovation humanitaire⁹



La fracture numérique reste un défi persistant et important aux niveaux international, national et local, mais elle représente également une opportunité pour améliorer notre offre de services humanitaires ».

IFRC,
Stratégie de transformation numérique 2021



Monnaie physique
Coupon électronique
Transfert électronique
Coupon papier

Dans le Mouvement, plus de la moitié des versements de l'AEC aux personnes touchées sont aujourd'hui effectués par voie numérique, avec un recours accru aux mécanismes de paiement numérique utilisés suite à la COVID-19.

Cependant, les données Counting Cash de 2020 ont montré que les paiements non numériques restaient utiles et nécessaires pour s'assurer que personne ne soit oublié, étant donné qu'environ 14 % des bénéficiaires ont encore besoin d'accéder à leur aide par le biais d'espèces physiques ou de coupons papier.

Modalités de l'AEC, Mouvement Counting Cash Data (2020) :

Exemples de Sociétés Nationales

Le Croissant-Rouge du Pakistan a recours au système de gestion des données RedRose depuis 2018. La **Société Nationale** est passée d'un système de collecte de données, d'enregistrement et de suivi sur papier, lent et sujet à des erreurs, à la création de données propres et sans erreur grâce à l'utilisation de RedRose et ODK (un logiciel de collecte de données mobile à code source ouvert). En utilisant la méthode de transfert privilégiée par les communautés bénéficiaires, le Croissant-Rouge du Pakistan a récemment utilisé le système pour effectuer des transferts électroniques. Pendant la crise du COVID-19, la Société Nationale a été autorisée par le gouvernement à travailler dans des zones confinées et a été reliée à la National Data Base and Registration Authority (NADRA) du gouvernement pakistanais, grâce à laquelle les bénéficiaires reçoivent de l'argent après vérification biométrique effectuée dans le système NADRA à l'aide de leur numéro d'identité national unique. Le partage des données devait être entrepris avec précaution et avec le consentement des bénéficiaires. L'un des défis majeurs était celui de la vérification biométrique, élément crucial du processus de paiement, car un certain nombre de bénéficiaires (souvent les travailleurs âgés) ne pouvaient pas être vérifiés dans le système biométrique du gouvernement et ne pouvaient donc pas percevoir leurs transferts monétaires.

L'importance de mettre en place des accords de partage de données avec les autorités gouvernementales a été soulignée en Grèce lorsque le Règlement général sur la protection des données (RGPD) a été introduit en 2018. Après avoir mis en œuvre l'AEC pendant deux ans, en utilisant les données partagées par les autorités locales, la Croix-Rouge hellénique a dû entreprendre son propre processus d'enregistrement car elle n'avait pas d'accord préalable avec le gouvernement, et les bénéficiaires n'avaient pas été invités auparavant à donner leur consentement pour voir leurs données partagées. Le processus d'enregistrement a retardé de quatre semaines les interventions d'AEC en cours.

⁹ Le « Guide pratique pour la protection des données dans l'assistance en espèces et en coupons » a été publié en janvier 2021 pour aider les agents en charge des transferts monétaires à intégrer les dispositions de protection des données dans leur mise en œuvre de l'AEC, en particulier lorsque des outils numériques sont utilisés.

¹⁰ GSMA (2021) Mobile for Humanitarian Innovation Portfolio, 2017-2022. <https://www.gsma.com/mobilefordevelopment/resources/mobile-for-humanitarian-innovation-fund-portfolio-2017-2022/>

En réponse au conflit en cours dans le nord du Nigeria, le CICR, en partenariat avec la Croix-Rouge nigériane, a commencé à fournir des transferts monétaires en 2016 et a intensifié son utilisation en 2017. Les transferts monétaires étaient fournis par le biais d'un compte bancaire, auquel les bénéficiaires accédaient via des distributeurs automatiques de billets et des cartes de débit. Plus récemment, la Société nationale a fourni des transferts monétaires dans 19 États aux personnes les plus touchées par la pandémie de COVID-19. La Croix-Rouge nigériane met en évidence les raisons pour lesquelles certains bénéficiaires potentiels hésitent à partager leurs données :

- Stigmatisation sociale du fait d'être considéré comme vulnérable.
- La peur d'être attaqué et de se faire voler l'argent si quelqu'un on sait qu'ils bénéficient d'une assistance monétaire.
- La crainte, liée aux données, que leurs données soient volées par l'organisme de collecte ou de traitement.

La Croix-Rouge du Nigeria prend un certain nombre de mesures pour répondre à ses exigences en matière de responsabilité des données et pour rassurer les populations sur les mesures prises pour protéger leurs données, notamment en informant toutes les personnes qui touchent aux données (personnel, volontaires, représentants du gouvernement, destinataires) des exigences en matière de protection des données ; veiller à ce que chacun sache pourquoi les données sont collectées et comment elles seront traitées ; minimiser la quantité de données collectées ; minimiser la quantité de données fournies aux prestataires de services financiers (PSF) ; crypter les données et les transférer en toute sécurité ; et utiliser un système de code-barres afin que seul le personnel concerné de la Société nationale puisse retracer les données.

Afin d'assurer la mise en place de moyens sûrs, rapides et efficaces pour fournir l'AEC pendant la pandémie de COVID-19, la Cruz Roja Ecuatoriana (Croix-Rouge équatorienne) s'est engagée dans une série d'approches innovantes et a adopté une série d'outils. La Société Nationale a fourni des transferts monétaires à usages multiples dans un délai de 15 jours en utilisant WhatsApp combiné à l'outil de gestion des données RC2 Relief. Les foyers ciblés ont rejoint un groupe WhatsApp dédié où ils ont pu accéder à des informations pertinentes telles que des vidéos sur la façon de s'inscrire à Kobo, de créer une signature numérique et d'utiliser un distributeur automatique de billets. Des chatbots (agents conversationnels) et du personnel étaient mis à disposition pour répondre aux questions.



Fulchan Sadhu. Bangladesh Tangail. Croix-Rouge suisse. Juin 2021

© IFRC

Défis pour le Mouvement

- Il est nécessaire de veiller à ce que les groupes marginalisés ne soient pas exclus du recours aux technologies numériques dans les interventions d'AEC.
- L'investissement nécessaire pour former le personnel et les volontaires à l'utilisation des systèmes de soutien numériques ne doit pas être sous-estimé. Il peut s'agir de posséder les capacités techniques nécessaires pour héberger la gestion des données d'enregistrement et gérer les systèmes de paiement.
- Disposer d'une infrastructure financière permettant l'accès à l'argent numérique par les sinistrés.
- La réglementation relative à la connaissance du client (KYC) et la lenteur des progrès en matière d'identification numérique font que de nombreuses personnes ayant perdu ou ne possédant pas d'identification officielle sont exclues de l'assistance monétaire numérique.
- Les technologies évoluent rapidement. L'analyse et la compréhension du potentiel des technologies émergentes pour résoudre les problèmes de l'AEC, l'analyse des risques potentiels et la préparation à l'adaptation sont essentielles pour appliquer efficacement les innovations technologiques à l'AEC.

6

LES TRANSFERTS MONÉTAIRES EN SITUATION DE CONFLIT



Abdurrahman. Turquie. Croissant rouge turc/FICR. Juin 2021

Message clé

Les transferts monétaires restent le principal moyen de survie pour la plupart des populations dans le monde, y compris dans les conflits armés.

Bon nombre des avantages de l'AEC sont également valables dans les situations de conflit armé : ils permettent d'accroître la dignité, le pouvoir, l'autonomie et le choix des personnes dans la gestion de leur survie et de leur rétablissement. Bien que les transferts monétaires soient souvent la meilleure solution, ils ne sont pas toujours les plus adaptés aux personnes vivant dans une situation de conflit armé. Une action humanitaire fondée sur des principes et une analyse minutieuse des options d'intervention avec les personnes touchées sont essentielles pour déterminer quand et pourquoi les transferts monétaires sont adaptés pour produire les répercussions humanitaires souhaitées.

Principaux enseignements

La dynamique et les caractéristiques des conflits et de la violence s'étant adaptées au fil des ans, le Mouvement n'a cessé d'ajuster son approche de la fourniture de l'AEC dans de telles situations afin de s'assurer que les personnes dans le besoin disposent des mêmes options de réponse pour recevoir une assistance en toute sécurité, rapidement, et dans la dignité et le choix. L'AEC est utilisée depuis longtemps dans les situations de conflit. Elle remonte à la Première Guerre mondiale, lorsque le CICR a commencé à traiter des mandats pour les prisonniers de guerre. Le CICR a connu une croissance considérable dans la programmation de l'AEC ; de 190 000 bénéficiaires en 2012 (en dépensant 6 millions de francs suisses cette année-là) à 1,7 million de personnes en 2020 (soit une augmentation de 800 % depuis 2012) en dépensant 72 millions de francs suisses (soit une augmentation de plus de 1 000 % depuis 2012). Cette croissance a été soutenue grâce à l'intégration de l'AEC au CICR, qui a débuté en 2017, et à l'utilisation continue de l'AEC dans les activités du CICR liées à la sécurité économique. Cela s'ajoute à l'utilisation élargie de l'AEC pour d'autres objectifs et activités par d'autres unités du CICR, notamment ceux liés à la prise en compte des préoccupations de protection et à la garantie de l'accès des personnes à l'eau et à l'habitat, à la santé ainsi qu'aux services multidisciplinaires et holistiques. L'essor continu en termes de portée, de volume et de répercussions prouve que l'AEC peut être fournie de manière efficace et sûre dans les situations de conflit.

- **L'AEC à elle seule n'est pas suffisante :** dans les situations de conflit armé et de violence, la combinaison de l'AEC avec d'autres modalités de transfert, comme l'aide en nature et la prestation de services, est souvent le moyen le plus efficace d'aider les personnes dans le besoin. Les transferts monétaires peuvent apporter une aide importante pour répondre aux besoins essentiels immédiats en période d'urgence et remettre le processus de rétablissement entre les mains des individus. Bien qu'ils ne se substituent pas à la nécessité d'un accès physique aux communautés vulnérables ni aux efforts plus larges visant à garantir que les personnes touchées par un conflit bénéficient d'une protection conformément aux lois humanitaires applicables, ils peuvent jouer un rôle énorme dans l'obtention de résultats en matière de protection dans le processus.
- **L'adéquation du contexte à la fourniture de l'AEC :** dans des environnements opérationnels volatils, les biens et les services doivent être à la fois accessibles et disponibles, l'AEC doit être un moyen acceptable d'aider les gens, et les bénéficiaires doivent être en mesure de recevoir et d'utiliser leur AEC en toute sécurité et dans la dignité. Les zones de conflit sont souvent des endroits où les marchés, les infrastructures ou les services sont très limités, ou encore des endroits difficiles d'accès où la situation militaire peut être très volatile et où l'accès aux personnes est sporadique, ce qui implique que d'autres moyens de fournir une assistance peuvent être plus appropriés. Lorsque l'AEC est utilisée comme modalité de transfert, l'analyse contextuelle doit d'abord déterminer que les transferts monétaires sont effectivement la meilleure option de réponse, avec un suivi continu pour s'assurer qu'ils restent la meilleure option et modifier si ce n'est pas le cas.
- **L'engagement communautaire et la redevabilité sont essentiels dans les situations de conflit et de violence :** il est essentiel, pour atténuer les risques et faire en sorte que la voix des personnes touchées soit entendue, de veiller à ce qu'un éventail de pratiques d'ECR et qu'un contact avec les communautés soient mis en place et que les différents groupes sociaux puissent contribuer à la conception des interventions d'AEC. Il faut prendre en compte les besoins des personnes les plus exposées au regard de la sécurité, de la protection, des préférences des personnes et de l'efficacité globale. Il s'agira probablement des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, des femmes, des foyers dirigés par des femmes et des personnes issues de groupes marginalisés.



- **Les paiements numériques peuvent permettre des transferts à plus grande échelle :** Dans un monde de plus en plus numérisé, de nombreuses personnes ont désormais accès à des services financiers comme les comptes bancaires et l'argent mobile. Les paiements numériques peuvent être plus rapides, effectués à grande échelle, accroître la transparence, être plus discrets et plus sûrs, voire favoriser l'inclusion financière. Cependant, les acteurs humanitaires doivent également être conscients des compromis qu'ils impliquent en matière de protection des données et évaluer leur pertinence en fonction des personnes concernées. Les paiements numériques nécessitent le plus souvent le partage de données personnelles avec des prestataires de services financiers (PSF), certaines formes de mécanismes de paiement générant de grandes quantités de métadonnées. Dans les situations de conflit, le fait que ces données tombent entre de « mauvaises mains » pourrait avoir des conséquences désastreuses. Afin d'atténuer les inquiétudes liées aux paiements numériques et aux problèmes de protection des données, il est important de réaliser des analyses d'impact sur la protection des données qui soient centrées sur la personne et spécifiques au contexte.
- **Les principes d'impartialité et de neutralité doivent guider l'évaluation et la prestation de l'AEC :** Fournir l'AEC à grande échelle implique souvent de travailler avec des PSF tiers. Les PSF offrent une expertise en matière de services financiers pour faire avancer et étendre la fourniture de l'AEC, mais ils ne sont pas contraints par les principes humanitaires. Le recours à l'AEC doit être fondé sur des principes, comme toute autre forme d'action humanitaire, et ne peut être subordonné à des considérations politiques ou monopolisé par des PSF affiliés à une partie particulière au conflit. Les PSF sont souvent tenus de vérifier les clients et les transactions par rapport aux listes de sanctions et de lutte contre le terrorisme, et peuvent transmettre ces données aux autorités. Les principes de neutralité, d'impartialité, d'indépendance et d'humanité dans l'action humanitaire peuvent être enfreints si les données collectées et partagées par les PSF avec les autorités sont utilisées à des fins de répression en mettant les individus en danger. Conformément au principe « ne pas porter préjudice », les acteurs humanitaires doivent faire preuve de vigilance raisonnable et s'assurer que les services contractés sont conformes aux Principes fondamentaux.



Maftoul était autrefois le centre d'échanges commerciaux d'une trentaine de villages. Maintenant, les gens des autres villages reviennent peu à peu et achètent à nouveau chez moi, car j'avais bonne réputation avant la crise et les gens s'en souviennent encore. De plus, ils peuvent économiser sur le transport depuis Tooze. Ainsi, l'argent reste au sein de la communauté ».

ABU IBRAHIMA

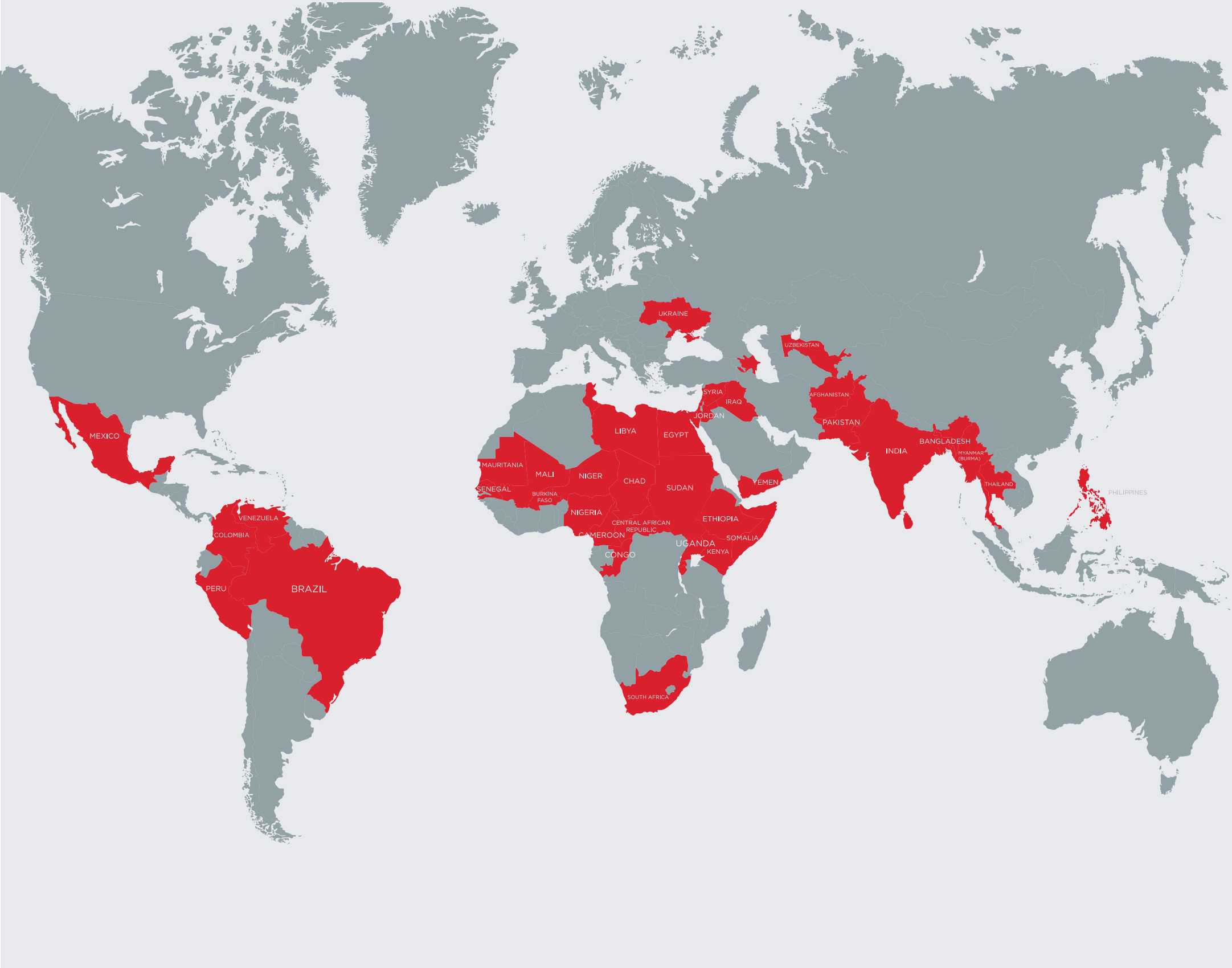
de Maftoul, en Irak. Bénéficiaire d'un don en espèces du Programme de retours durables du CICR, qu'il a utilisé pour reconstruire et rouvrir son atelier d'électricité et de construction.



Rashid, nord de la Grèce. Croix-Rouge hellénique/Croix-Rouge finlandaise. 2021

© IFRC

Le CICR a connu une croissance considérable dans la programmation de l'AEC de 190 000 bénéficiaires en 2012 (en dépensant 6 millions de francs suisses cette année-là) à 1,7 million de personnes en 2020 (soit une augmentation de 800 % depuis 2012) en dépensant 72 millions de francs suisses (soit une augmentation de plus de 1 000 % depuis 2012).



+
40
PAYS
AIDÉS



PLUS
DE 1,5 MILLION
DE BÉNÉFICIAIRES
DE L'AEC



PLUS
72 MILLIONS
DE FRANCS
SUISSES
D'AEC DISTRIBUÉS

The map displays the following countries and regions in red:

- Canada
- United States
- Mexico
- Central America (Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica, Panama)
- Caribbean (Cuba, Haiti, Dominican Republic, Puerto Rico, Jamaica, Barbados, Trinidad and Tobago, Guyana, Suriname, French Guiana)
- Brazil
- Argentina
- Uruguay
- Chile
- Colombia
- Venezuela
- Peru
- Ecuador
- Bolivia
- Paraguay
- Spain
- Portugal
- United Kingdom
- Ireland
- Netherlands
- Belgium
- France
- Germany
- Italy
- Switzerland
- Austria
- Sweden
- Norway
- Denmark
- Finland
- Poland
- Czech Republic
- Slovakia
- Hungary
- Slovenia
- Croatia
- Serbia
- Bulgaria
- Romania
- Greece
- Turkey
- Armenia
- Georgia
- Ukraine
- Belarus
- Kazakhstan
- Mongolia
- China
- Taiwan
- South Korea
- Japan
- Philippines
- Malaysia
- Singapore
- Indonesia
- Thailand
- Vietnam
- Laos
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon
- Jordan
- Yemen
- Saudi Arabia
- UAE
- Qatar
- Oman
- Kuwait
- Bahrain
- Sri Lanka
- Maldives
- Brunei
- Singapore
- Timor-Leste
- Myanmar
- Nepal
- Bhutan
- India
- Pakistan
- Afghanistan
- Iran
- Iraq
- Syria
- Lebanon

**PLUS
867 MILLIONS
DE FRANCS
SUISSES**
D'AEC DISTRIBUÉS

Exemples de mouvements

En réponse au conflit dévastateur qui dure depuis des années au Yémen, le CICR a mis en œuvre une intervention d'AEC associée à une assistance et à des services en nature. En outre, le Croissant-Rouge du Yémen a exprimé son intérêt pour mettre en œuvre l'AEC, ce qu'il a pu faire en 2020 avec le soutien de la FICR. En tirant les enseignements de cette expérience, la **Société nationale** investit actuellement dans le développement de sa capacité de préparation aux transferts monétaires.

En Somalie, le CICR et le Croissant-Rouge somalien collaborent pour fournir l'AEC aux personnes ayant des besoins humanitaires immédiats en raison de la sécheresse et de la famine dans les zones touchées par les conflits, ainsi que pour apporter un soutien aux moyens de subsistance aux familles vulnérables à faible revenu afin de les aider à relancer ou à développer de petites entreprises. La Société Nationale fournit un soutien en transferts monétaires tout en formant sur les compétences en affaires en ciblant particulièrement les foyers dirigés par des femmes.

Bien que le recours à l'AEC dans les conflits soit souvent axé sur le soutien à la sécurité économique, elle est également utile dans d'autres domaines de programmes tels que la protection, l'eau et l'habitat, ainsi que la santé. Par exemple, au Mali, le CICR a fourni des transferts monétaires aux migrants en détresse pour payer les frais de transport afin de les aider à se rendre dans des lieux plus sûrs, et pour répondre à leurs besoins d'hébergement et de nourriture à court terme. En République centrafricaine, des familles ont reçu des coupons leur permettant d'accéder à des matériaux pour reconstruire leurs abris, et en Azerbaïdjan, de l'argent a été remis aux foyers vivant près de la ligne de front pour qu'ils prennent des mesures de protection passive, par exemple en murant les fenêtres des maisons qui font face à la ligne de front.

Au Sud-Soudan, le CICR se sert de l'AEC comme outil dans ses réponses apportées aux victimes de violences sexuelles. En fonction de la situation de la victime, identifiée dans l'évaluation des besoins, le CICR entreprendra un certain nombre d'actions, notamment : des équipes de protection qui entretiendront un dialogue confidentiel avec les auteurs et les groupes armés, et rappelant aux autorités leur obligation de protéger les civils et de prendre des mesures préventives ; assurer un accès urgent aux soins de santé dans les 72 heures (pour avoir accès aux kits de viol), notamment en fournissant des transferts monétaires pour payer le transport vers la clinique la plus proche ; une aide d'urgence pour la réduction des risques, par exemple des transferts monétaires pour répondre aux besoins essentiels de la personne ou à ses besoins d'hébergement à court terme afin qu'elle n'ait pas à recourir à des stratégies d'adaptation négatives comme la mendicité ou le sexe de survie ; un accès à plus long terme à des services de santé physique et mentale, par le biais de services directs et des aiguillages vers d'autres prestataires dans le cadre desquels des transferts monétaires peuvent être fournis pour payer le transport et le traitement ; et des besoins à plus long terme, par exemple un abri ou la réintégration socio-économique et l'offre d'une assistance monétaire axée sur les moyens de subsistance.

Défis pour le Mouvement

- **Risques pour la sécurité** : les risques pour la sécurité peuvent empêcher le respect des obligations en matière de redevabilité, comme l'information des bénéficiaires sur le moment, la manière et le lieu où ils recevront leur AEC. Cela n'a pas empêché le CICR et les Sociétés Nationales de fournir l'AEC dans des environnements de conflit, mais il est toujours nécessaire de veiller à ce que les exigences en matière de redevabilité soient respectées et que les bénéficiaires reçoivent leur AEC en toute dignité.
- **Gestion des données** : comme pour toutes les populations touchées par les crises, les données des personnes affectées par les conflits et la violence doivent être protégées. L'application des principes « ne pas porter préjudice » et « ne pas porter préjudice numériquement » nécessite une planification minutieuse, impliquant les bénéficiaires, afin de tenir compte de l'adéquation et de l'efficacité de l'AEC, des conditions locales et de tous les risques liés à la réception de l'AEC par les bénéficiaires, notamment au niveau de la protection et de la gestion des données.
- **Tempérer la « ruée vers les transferts monétaires » dans l'action humanitaire** : l'expérience acquise dans les situations de conflit met en garde contre la pression exercée pour que l'AEC soit mise en œuvre en tant que produit plutôt que pour son résultat humanitaire. Nous devons rester vigilants et équilibrer les risques et les avantages de tout ce que nous faisons, compte tenu de notre mandat. Nous voulons veiller à développer l'AEC de manière responsable et intentionnelle.





« Il est très encourageant de constater, tout au long de ce rapport, que les Sociétés Nationales intensifient le recours à l'AEC dans le cadre de la préparation, de la réponse et de l'aide à la relance. Il est clair que l'AEC est un outil important pour améliorer l'efficacité, l'efficience et la redevabilité de l'action humanitaire et, comme le démontrent les expériences menées sur l'ensemble du Mouvement, elle contribue à mieux répondre aux besoins des sinistrés, à favoriser la dignité et à donner plus de choix aux personnes. La FICR reste déterminée à aider les Sociétés Nationales à être « prêtes à recevoir les transferts monétaires » en investissant dans la préparation à l'AEC (PAEC) et en contribuant à positionner les Sociétés Nationales comme des partenaires de choix s'agissant de l'AEC, en soutenant leur rôle d'auxiliaire et en accompagnant la livraison du dernier kilomètre aux communautés sinistrées. L'AEC est un domaine phare prioritaire de l'Agenda pour le renouveau de la FICR, lequel vise à faire du réseau de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge le principal acteur humanitaire en charge de la mise en œuvre de l'AEC, en se dotant des technologies, de l'agilité et de la redevabilité les plus appropriées. Je salue ce rapport et j'espère que les données et les enseignements qu'il comporte pourront servir à renforcer l'action humanitaire au sein du Mouvement et accroître notre impact collectif. »

XAVIER CASTELLANOS

Secrétaire général adjoint chargé du développement des Sociétés Nationales et de la coordination des opérations, FICR, janvier 2022

« L'expérience du CICR montre que les transferts monétaires sont un outil essentiel de l'action humanitaire dans les conflits armés, et notre propre analyse opérationnelle confirme bon nombre des conclusions positives de ce rapport. L'AEC présente plusieurs avantages importants que l'on retrouve bien dans les enseignements tirés de l'ensemble du Mouvement, notamment le renforcement de la dignité, du pouvoir, de l'autonomie et du choix des personnes dans la manière dont elles gèrent leur survie et leur rétablissement. L'AEC peut également offrir une plus grande flexibilité opérationnelle et avoir des effets multiplicateurs sociaux et économiques plus larges que son objectif spécifique.

Il est clair que l'AEC doit être mise en œuvre de manière stratégique, en poursuivant des objectifs humanitaires clairs, si elle vouée à être le meilleur moyen de répondre aux besoins des personnes dans un contexte particulier. L'AEC a agi comme le catalyseur d'une réforme humanitaire plus large, qui va au-delà de sa nature même : numérisation, localisation, meilleure redevabilité et approche plus centrée sur les personnes au sein de l'action humanitaire. Nous sommes conscients qu'investir dans l'AEC permet d'influencer l'avenir de l'action humanitaire, mais surtout d'améliorer les répercussions humanitaires. Nous nous engageons à collaborer pour faire progresser le recours à l'AEC en tant qu'outil humanitaire, le cas échéant, ainsi qu'à contribuer et à tirer parti des enseignements utiles du Mouvement. »

SARAH EPPRECHT

Directrice adjointe des opérations, CICR, janvier 2022